

NOURRIR DIX MILLIARDS D'HOMMES : LES LIMITES D'UN MARCHÉ MONDIAL GLOBALISÉ

Olivier Dollfus

PROJECTIONS

La FAO s'interroge, comme c'est sa mission, sur les possibilités de la Terre de nourrir au milieu du XXI^e siècle une population mondiale de l'ordre de la dizaine ou de la douzaine de milliards d'hommes. Les experts en démographie - mais on sait que les experts se trompent souvent - estiment qu'au cours du prochain demi siècle la population de la terre devrait doubler et rester ensuite assez stable. On peut s'interroger sur ces projections, car même en tenant compte des phénomènes d'inertie, les dynamiques des populations ont été plus rapides dans leurs changements qu'on ne le pensait il y a encore deux ou trois décennies. La stabilité de la population mondiale autour de dix à douze milliards n'est également qu'une hypothèse fondée sur la prévision de l'achèvement de la transition démographique sur l'ensemble de continents. Si l'on prend ces chiffres comme hypothèse de travail, la FAO, à l'occasion de sa conférence « Nourriture pour tous », prévoit qu'il conviendrait de quadrupler les productions alimentaires de l'Afrique (300 %), d'augmenter celles de l'Asie de 80 %, de l'Amérique latine de 80 %, de l'Amérique du Nord de 30 %, tandis que les besoins européens seraient en diminution. C'est sur ces bases que l'on construit cette analyse.

CHOIX ET HYPOTHÈSES

En admettant ces projections, on se trouve en face d'alternatives. Dans une ère de mondialisation et de formation progressive d'un marché mondial, encore incomplet et très partiel dans les domaines des produits et denrées alimentaires, l'objectif doit-il être alors de maintenir, comme le suggèrent les projections de la FAO, des autosuffisances alimentaires, ne serait-ce qu'à l'échelle des continents ? Et pourquoi le choix du niveau continental ? Ou bien n'est-ce qu'un cadre pour souligner l'ampleur de quelques problèmes.

On sait que pour un certain nombre de produits, dont les céréales, le marché mondial ne joue qu'à la marge. Il exerce imparfaitement

**Dans une ère
mondiale,
l'objectif doit-il
être alors de
maintenir des
autosuffisances
alimentaires, ne
serait-ce qu'à
l'échelle des
continents ?**

de plus en plus le commerce alimentaire mondial se diversifie dans la complémentarité des zones de production et dans la mise en valeur des avantages comparatifs ...

une fonction de régulation soit pour faire face à des excédents, limités, mais qui pèsent sur les cours, soit pour répondre à des baisses conjoncturelles de production qui peuvent encore être liées à des accidents climatiques (une sécheresse en Chine), à la désorganisation d'une production comme en Russie, à un choix politique pas toujours ajusté à une conjoncture changeante comme les diminutions programmées de productions dans l'Union européenne en 1995 pour éviter des excédents, au moment où les stocks mondiaux sont au plus bas. Le marché sert à combler de nouveaux déficits alimentaires régionaux liés à des modifications de consommation comme la progression de la consommation de viande rouge au Japon, au moment où elle stagne ou baisse en Europe. Le commerce des denrées, organisé en marchés mondiaux, concerne principalement les échanges entre des zones climatiques différentes : les produits « tropicaux », cacao, café, se vendent d'abord aux consommateurs des latitudes moyennes. Historiquement ce commerce a été l'un des fondements des « économies monde » du XVII^e et XVIII^e siècle. Maintenant, au moins pour les consommateurs aisés des mêmes régions, des produits frais sont vendus à contre saison pendant l'hiver de l'hémisphère nord, haricots du Mali ou asperges du Pérou. Ainsi de plus en plus le commerce alimentaire mondial se diversifie dans la complémentarité des zones de production et dans la mise en valeur des avantages comparatifs particulièrement complexes où entrent en jeu les données de la nature et les facteurs socio-économiques de production jouant à l'échelle planétaire. Cependant pour l'instant il ne concerne que des pourcentages réduits de la consommation alimentaire mondiale, organisée pour l'essentiel sur des bases locales et régionales. Mais cette situation peut être appelée à se modifier en quelques décennies.

LES DEUX HYPOTHÈSES : UN MARCHÉ MONDIALISÉ, DES MARCHÉS RÉGIONAUX

Une première question porte sur la capacité globale de la Terre de nourrir dix à douze milliards d'hommes, indépendamment des localisations des productions et des marchés. C'est à dire que l'on prend la Terre comme une unité, supportant une autre unité, l'humanité. On ne pose pas alors la question des rapports de localisation entre productions et consommateurs, ni celle de la solvabilité de ces derniers, ni les problèmes de l'organisation des marchés avec les dépendances qu'ils peuvent engendrer. En revanche, comme il s'agit d'assurer durablement ces productions, où qu'elles se trouvent, se posent des questions d'environnement. On sait que celles ci, dans le domaine agricole, jouent aux trois niveaux, local, régional et mondial. Local : une porcherie ; régional : la pollution des terres et des eaux dans un

bassin fluvial par les nitrates et les pesticides ; global : par l'accroissement éventuel des gaz à effet de serre, notamment du méthane (rizières, bovins), par des consommations énergétiques accrues pour satisfaire les productions d'intrants, engrais, pesticides, les besoins du machinisme (fabrication des machines et instruments) et les carburants pour les faire fonctionner. S'y ajoutent les consommations énergétiques des industries agro-alimentaires et les modifications liées à la transformation des milieux comme la régression des forêts tropicales. Ce qui pose la question des performances des agricultures en regard des consommations énergétiques et des intrants. Une agriculture plus « économe » tout en restant performante, sera de toute façon une nécessité pour assurer les productions nécessaires à la vie d'une dizaine de milliards d'hommes.

Indépendamment des localisations, des productions et des consommateurs, la terre comme unité peut nourrir, une autre unité, l'humanité, les marchés ou le transferts assurant alors les répartitions pour faire face aux consommations. À l'échelle de plusieurs décennies, il ne faut pas raisonner en se fondant trop exclusivement sur les données actuelles. Des agricultures peu performantes peuvent le devenir, de nouvelles terres peuvent porter des agricultures intensives, d'autres « révolutions vertes » sont susceptibles d'améliorer des performances. Ces changements limitent l'application du concept de « capacité de charge » ou du moins en relativisent la portée. Une étendue donnée, d'un champ à celle de la terre, est susceptible d'avoir des rendements fort variables selon les systèmes de production et les techniques utilisées en fonction des objectifs poursuivis et il est difficile de fixer un plafond absolu à la production maximale potentielle. On est loin des temps longs d'avant la Révolution industrielle qu'analysait Malthus au début du XIX^e siècle où les systèmes productifs n'évoluaient que lentement et offraient une relative homogénéité à l'échelle mondiale dans leurs rendements par suite de systèmes techniques, somme toute comparables, dans la diversité des sociétés agricoles.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, qui aurait pensé que la montée en puissance des agricultures européennes aurait fait de ce petit continent l'un des premiers producteurs agricoles, qu'en Asie orientale et du Sud-Est les densités rurales des deltas auraient pu être multipliées par trois, dans une sécurité alimentaire accrue, mais qu'en revanche les « terres noires » de l'ancienne URSS, Russie et Ukraine, alors symboles de « bonnes terres » agricoles, sur de vastes étendues - ne parviendraient pas à alimenter les populations de l'URSS. La terre a pu alimenter mieux - dans le recul des famines et pénuries - une population multipliée par six en deux siècles. Elle devrait pouvoir doubler le volume des productions en un demi siècle sans diffi-

**La terre devrait
pouvoir doubler
le volume des
production en un
demi siècle sans
difficultés
majeurs.**

cultés majeures, si l'on prend le seul aspect des volumes globaux à obtenir. Des potentiels en réserve existent sur l'ensemble du continent américain, en Europe, dans les pays de l'ancienne URSS, pour ne mentionner que quelques grands ensembles. Mais un accroissement des productions provoquera un ensemble de conséquences spatiales, techniques et environnementales de première grandeur et demandera alors la mise au point de marchés plus performants et de systèmes de redistribution moins destructeurs des agricultures locales, préservant au mieux les environnements.

INADÉQUATION GRANDISSANTE ENTRE LIEUX DE PRODUCTION POTENTIELS ET LIEUX DE CONSOMMATION

La production agricole devenant un enjeu politique et économique de première grandeur, sa transformation capitaliste s'accélère.

La question centrale reste en effet celle-ci : les régions du Monde où existent les plus grandes réserves de possibilités d'accroissement de production ne sont pas celles où les besoins alimentaires seront les plus pressants. Il y a une inadéquation géographique majeure entre les besoins et les possibilités. La production agricole devenant un enjeu politique et économique de première grandeur, sa transformation capitaliste s'accélère. À titre d'exemples, de très grandes entreprises privées, liées aux grandes groupes alimentaires ou aux grands négociants, pourraient se constituer pour faire, par un renversement de situation, des grandes étendues de la Russie et de l'Ukraine des greniers céréaliers du Monde. Dans l'histoire agricole du Monde ce ne serait pas une nouveauté : elle existe depuis plusieurs siècles avec la grande plantation tropicale de cacao ou de cannes à sucre. Donc l'objectif physique d'une production alimentaire à l'échelle d'une planète de dix milliards d'hommes reste concevable, compte tenu des marges en terre susceptibles d'être mieux utilisées et des possibilités d'intensification. Resterait alors à régler le « paquet » des problèmes sociaux, écologiques et de l'organisation des marchés. L'inadéquation entre lieux de production et lieux de consommation renforcerait le poids de l'arme alimentaire pour ceux qui la détiennent et déplacerait le contenu du concept, mal défini de « sécurité alimentaire ». Les grandes entreprises agricoles exigeront une rentabilité pour leurs productions, des prix garantissant les retours sur investissement. Est-ce qu'alors les prix seront-ils acceptables pour les plus pauvres ? Mais une alternative se dessinerait alors : la production - et les prix - doivent-ils être liés aux conditions d'un marché solvable sans interventions excessives (soutiens des prix et subventions pour les consommateurs) ou bien doit-on envisager un transfert massif, sous forme de dons ou de ventes, à très bas prix, des produits pour les rendre accessibles aux plus pauvres ? Mais serait-il concevable - ce qui serait techniquement et probablement financièrement possible - qu'une moitié ou plus de l'humanité devienne des assistés alimentaires

sur la très longue durée, avec une extension et généralisation de PAM (programmes alimentaires mondiaux) ? Ces derniers constitueraient alors probablement un débouché garanti pour les producteurs du Nord dans une dépendance accrue des populations du Sud, dont par ailleurs les productions vivrières risqueraient d'être définitivement mises à mal par des distributions d'aliments concédés à des prix de braderie, hors marché.

Il s'avère ainsi que les difficultés à venir seront moins celles des productions exprimées en termes absolus - une fois pris en compte aussi les problèmes environnementaux - que celles de l'organisation des marchés et des transferts à l'échelle du Monde entre les régions de productions et les régions de consommations qui coïncideront de plus en plus mal, mais avec, en fait, deux grandes difficultés - d'une ampleur différente l'une de l'autre : la difficulté majeure porte sur l'Afrique, la difficulté mineure sur l'ensemble indien.

L'AFRIQUE ET L'INDE, DEUX PROBLÈMES.

Si l'on se fonde sur les prévisions de la FAO appuyées sur celles des effectifs des populations par continent, chaque sous-ensemble fonctionnant et s'alimentant pour l'essentiel à partir de productions continentales, il est clair que les problèmes ne seront pas les mêmes selon les continents. Aucune difficulté pour les Amériques ni pour l'Europe... Sinon celles de trouver des débouchés pour leurs productions hors des aires continentales. En revanche des ajustements et des progrès seront nécessaires en Asie. En Inde, les progrès continus de l'agriculture au cours du dernier demi siècle se heurtent maintenant à des obstacles « physiques » pour être poursuivis : le coût sans cesse plus élevé d'une eau plus rare, ce qui en exige une meilleure gestion, les rendements décroissants des engrais sur des terres marginales, mises en culture aux dépens des savanes, notamment dans le Deccan et au Radjastan. S'y ajoutent des difficultés sociales et économiques : les transferts de ressources vers l'agriculture, poursuivis, malgré des discours officiels entre 1960 et 1980, sont de plus en plus contestés par la classe moyenne urbaine qui doit en supporter les coûts. Et si des améliorations des productions locales et régionales restent possibles, notamment dans le delta du Bengale, elles seront extrêmement coûteuses et délicates à mener à bien : grands travaux d'hydraulique, permettant d'obtenir deux, voire trois récoltes par an, problèmes politiques de partage de la ressource en eau entre l'Inde et le Bangla Desh, questions foncières, que pour des raisons de politique locale, le gouvernement indien n'a pu ou pas voulu résoudre depuis l'indépendance, c'est à dire depuis un demi siècle. Donc un ensemble de difficultés de différentes natures mais considérables à résoudre.

Les difficultés à venir seront moins celles des productions exprimées en termes absolus - une fois pris en compte aussi les problèmes environnementaux - que celles de l'organisation des marchés et des transferts à l'échelle du Monde.

Le problème majeur reste celui de l'Afrique. Quadrupler les productions paraît ici extrêmement difficile. Cela demande à la fois une autre « révolution verte », fondée sur l'amélioration des cultivars locaux, une utilisation de l'eau plus judicieuse, mais aussi les institutions étatiques et régionales efficaces pouvant prendre en charge des plans à long terme et encadrer des paysanneries souvent en déliquescence. Le tout dans un retour à une paix civile durablement assurée. On observe aussi que le capital forestier a été largement consommé au cours du dernier demi siècle, notamment dans les pays riverains du Golfe de Guinée, en Côte d'Ivoire et au Ghana (disparition de 70 % des surfaces boisées entre 1970 et 1995), avec les conséquences écologiques et agronomiques qui en découlent.

DE BEAUX CHANTIERS EN PERSPECTIVE.

Pour les productions agricoles et les consommations alimentaires, le marché s'avère pour l'instant probablement incapable de corriger les différences dans les répartitions à l'échelle planétaire.

Ces quelques remarques visent simplement à montrer la difficulté de considérer le monde comme une unité pour les productions agricoles et les consommations alimentaires. Il reste fragmenté, avec des marchés partiels et segmentés, et le marché s'avère pour l'instant probablement incapable de corriger les différences dans les répartitions à l'échelle planétaire. D'où des efforts particuliers à faire dans les décennies à venir à la fois pour améliorer régionalement les productions et d'abord en Afrique et secondairement en Asie du Sud, pour faire que, globalement, elles soient moins consommatrices d'énergie et moins polluantes, mais également pour mieux à la fois organiser les marchés et les modalités des transferts. Donc c'est un domaine où dans l'articulation du mondial, du régional, de l'État et du local, il conviendra d'assurer des innovations techniques agronomiques, fondées sur la recherche, à des améliorations dans l'organisation des marchés et les modalités de la concertation internationale. De biens intéressants chantiers en perspective.

Olivier Dollfus
Professeur
à l'Université Paris 7
2, place Jussieu
75005 Paris